

Halte au feu!

FRANÇOIS PERL

Citoyen

Je suis né 27 ans jour pour jour après la libération de Bruxelles. Quand on pense que le mur de Berlin est tombé il y a bientôt 25 ans, on réalise à quel point la deuxième guerre mondiale, c'était hier.

Ma grand-mère a été déportée à Auschwitz avec un des derniers convois partis de la caserne Dossin de Malines. Elle en est revenue. Son arrestation reste très trouble pour moi. Tout ce que j'en sais c'est qu'elle fut dénoncée par un collaborateur et que par un concours de circonstances romanesques, elle est parvenue à cacher le couffin de mon père (qui avait 6 mois) derrière une porte, ce qui lui a épargné une mort certaine à l'arrivée dans le camp (et par truchement c'est ce qui a assuré mon existence...).

Les cris de mon père

Durant une bonne partie de mon enfance, j'ai été réveillé par les cris de mon père cauchemardant toutes les nuits sur l'irruption de la police dans la cache familiale. Le récit de la vie dans les camps a rythmé la plupart des réunions familiales chez ma grand-mère.

On l'oublie trop vite et trop souvent: la deuxième guerre mondiale ne s'est pas arrêtée complètement au 8 mai 1945. Elle est restée ancrée dans nos chairs et dans nos esprits même si son souvenir s'estompe avec le temps qui passe. Mais les angoisses liées à la guerre et à la déportation ont traversé les deux générations nées pendant ou après la guerre. Singulièrement chez les enfants et petits-enfants de déportés.

Ceci étant dit, je n'ai jamais pratiqué une quelconque victimisation. Je me serais bien passé de cette histoire familiale mais j'ai dû vivre avec elle. Nous avons tous des histoires familiales qui mêlent douleurs et bonheurs, je ne me considère nullement comme défavorisé de ce point de vue.

Par ailleurs, je n'ai jamais aimé l'instrumentalisation de la déportation des Juifs d'Europe à des fins politiques. Je suis le premier à m'insurger dès qu'un homme politique utilise les souffrances (qui ne sont souvent pas les siennes) pour arriver à des objectifs politiques. Pour vous dire, je pense que le débat sur la collaboration devrait être clôturé depuis longtemps.

J'aimerais vivre dans un pays qui vit apaisé de son passé. Un pays où les petits-enfants de collaborateurs (qu'ils soient Flamands, Bruxellois ou Wallons), de sol-

dat, de résistants et de déportés peuvent cohabiter et construire ensemble une société démocratique.

Récemment, je discutais avec des collègues allemands et leur disais que je trouvais exceptionnel la rapidité avec laquelle nos deux pays étaient sortis de leurs antagonismes morbides et la valeur exemplative de la réconciliation entre les peuples au sortir de la seconde guerre mondiale. C'est un fait exceptionnel dans l'histoire de l'humanité. Je mesure la chance que nous avons d'habiter un pays et un continent qui a pu faire cette paix.

L'amalgame Flamand = collaborateur

J'ai un peu étudié l'histoire de la collaboration et celle du mouvement flamand. J'ai compris la frustration énorme de nombreux Flamands lorsqu'ils se sentent assimilés sans aucune nuance à des collaborateurs parce qu'une partie du mouvement nationaliste a décidé pour des raisons à la fois idéologiques et pragmatiques, de soutenir l'occupant nazi.

Je n'ai jamais pratiqué, et encore moins apprécié, cette morve qu'ont certains Francophones à appuyer là où ça fait mal en pratiquant l'amalgame: «Flamand = collaborateur», se dédouanant par là même de l'essentiel travail de mémoire au sujet de leur histoire. Sachant que la collaboration à Bruxelles et en Wallonie ne fut certainement pas moins importante qu'en Flandres. Et je ne suis jamais tombé dans la malhonnêteté intellectuelle qui consiste à assimiler tout le mouvement flamand actuel à l'extrême droite.

Pourtant, les propos de Jan Jambon (même s'il les a tempérés et nuancés depuis) m'ont pourtant fait bondir et ont réveillé des blessures que j'aimerais, une fois pour toutes, cautériser.

«J'aurais aimé ne jamais avoir dû écrire ce texte»

Je suis fonctionnaire et j'ai, par ailleurs, travaillé dans des cabinets ministériels d'une tendance politique qui n'est pas représentée dans le nouveau gouvernement. Même si, bien entendu, j'écris ce texte à titre tout à fait personnel, cela me rend forcément suspect. Suspect de vouloir utiliser cet événement à des fins politiques.

Nous en sommes donc là. Dans la Belgique démocratique, j'ai presque peur de prendre la parole, d'utiliser les réseaux sociaux ou la presse, pour exercer un de mes droits fondamentaux en tant que citoyen: celui de donner mon opinion sur l'épisode

difficile de notre vie politique que nous venons de vivre.

Cependant, j'ai décidé de le faire même si j'aurais aimé ne jamais avoir dû écrire ce texte.

Je suis convaincu que le pardon est une vertu cardinale de l'humanité. Mais il n'y aura jamais de pardon possible sans une libération complète de la parole des victimes et de leurs ayants droit et sans excuses et repentir de la part des auteurs de faits de collaboration.

On me rétorquera, à raison, que la Belgique a déjà fait une grande partie de ce chemin. De nombreux débats ont déjà eu lieu sur ce thème. Je ne partage pas l'avis de ceux qui disent péremptoirement que la Flandre n'a jamais fait les comptes de son passé. Un travail de mémoire a été réalisé, dont la série télévisée de Maurice Dewilde «de nieuwe orde» produite dans les années 80 par la BRT, qui n'a jamais vraiment eu de pendant francophone et qui montre que la société flamande a pu regarder courageusement son passé.

Pourtant, cette histoire ne semble pas complètement soldée. Si les déclarations de Jan Jambon ont à ce point polarisé le débat politique, c'est qu'il subsiste çà et là des poches de douleurs ou de frustrations. Les réactions qu'ils ont générées montrent que certaines questions restent ouvertes.

Le pardon indispensable des victimes et de leurs ayants droit aux bourreaux (et à ceux qui les ont aidés) ne pourra transcender et traverser l'histoire que si, une fois pour toutes, la société belge s'entend sur une approche consensuelle de la question.

Le sujet devrait être clos depuis longtemps

Tant que la collaboration semblera, pour certains, réduite à une erreur de stratégie du mouvement flamand, on ne pourra pas refermer toutes les plaies. Tant qu'on estimera que les collaborateurs «avaient leurs raisons» (sous-entendu qu'on peut tenter de les comprendre), il sera difficile d'apaiser tout le monde.

La collaboration est avant toute chose un crime. Ce crime est, d'ailleurs, toujours sanctionné par notre code pénal. Du plus petit larcin à la collaboration idéologique en passant par la participation à l'effort de guerre de l'Allemagne nazie, toute la collaboration a participé au soutien d'une machine de guerre qui a réduit la Belgique à l'état de servage, provoqué la mort de dizaines de milliers de civils et envoyé près de 25.000 Juifs dans les camps de la mort.

Le jugement de la collaboration est autant une affaire judiciaire qu'une question historique. La justice s'étant d'ailleurs prononcée de manière définitive, le sujet devrait être clos. Depuis longtemps.

Il n'y a pas de «raisons» qui pousseraient à excuser et à comprendre ce crime. A fortiori des raisons idéologiques. Bien entendu, Jan Jambon ne fait pas l'apologie de la collaboration. Mais en parlant d'«erreur», il donne l'impression de vouloir atténuer la portée et la gravité de ces faits.

La sémantique à son importance

Dans ce douloureux contexte, la sémantique a toute son importance: si la collaboration est un crime, elle ne peut être réduite ni à une erreur ni à une faute, fussent-elles impardonnables.

En 2014, la boîte de Pandore s'est à nouveau ouverte. On peut supposer qu'elle se refermera bien vite. Je ne doute pas que la vitesse à laquelle va l'actualité du monde et de ce pays fait que cet épisode apparaîtra vite comme une polémique isolée. Jusqu'à la prochaine fois où la question ressortira.

Car, une fois encore, il n'a pas été possible d'aborder ce débat sereinement. Il a été très rapidement réduit à un antagonisme entre opposition et majorité. Laissant les citoyens qui, comme moi, se sentent encore marqués par cette histoire, dans un profond désarroi.

Une occasion ratée

Nous avons, une fois de plus, raté l'occasion de solder les comptes définitivement, d'apprendre à vivre ensemble en se comprenant un peu mieux. Les plaies ont été ravivées chez certains dans des propor-

tions qu'il est sans doute difficile d'imaginer pour ceux qui n'ont pas vécu ces événe-

ments dans leur chair. Ils ont l'habitude de les refermer, ne vous inquiétez pas pour eux.

Mais à l'heure où les projets politiques tentent de convaincre tous nos compatriotes du bien fondé du «vivre ensemble» et que nous constatons avec effroi que des jeunes Belges se laissent entraîner dans le djihad en Syrie et en Irak, c'est un triste constat d'échec.

Comment pouvons-nous réussir ce «vivre ensemble» avec des communautés étrangères arrivées après la seconde guerre mondiale quand nos deux grandes communautés ne paraissent pas encore capables de regarder, ensemble, l'histoire de la seconde guerre mondiale? Si j'en juge par les réactions lues et entendues depuis lundi de part et d'autre de la frontière linguistique (même en mettant de côté l'épisode du débat parlementaire), je constate que la différence de perception sur ce sujet reste immense...

Les blessures subsistent

Le simple fait qu'après 70 ans, la Belgique politique s'est embrasée sur cette question montre que les blessures subsistent. Qu'il y a des gens, des deux côtés de la frontière linguistique, qui veulent être entendus quand on aborde ce sujet. Quoiqu'il adienne de notre pays, la géographie fera que nous resterons toujours des voisins et nous aurons toujours une histoire commune.

Nous nous trouvons devant deux options. Soit nous faisons en sorte de ne plus jamais raviver ces plaies en espérant que nos enfants et petits-enfants ne porteront plus cette histoire, soit nous les soldons une fois pour toutes dans un dialogue entre nos deux communautés.

La collaboration est avant toute chose un crime. Du plus petit larcin à la collaboration idéologique en passant par la participation à l'effort de guerre de l'Allemagne nazie, toute la collaboration a participé au soutien d'une machine de guerre qui a réduit la Belgique à l'état de servage, provoqué la mort de dizaines de milliers de civils et envoyé près de 25.000 Juifs dans les camps de la mort.